

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 13 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur 
Storengy

LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1
95770 Saint-Clair-Sur-Epte

Références : UD95-2024-0958
Hélios : 61869
Code AIOT : 0006507291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement Storengy implanté LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1 95770 Saint-Clair-sur-Epte. L'inspection a été annoncée le 10/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Storengy
- LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1 95770 Saint-Clair-sur-Epte
- Code AIOT : 0006507291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société STORENGY exploite des installations de stockage souterrain de gaz sur la commune de Saint-Clair-sur-Epte (exploitation réduite) relevant du régime de l'autorisation et classées SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Suite de la dernière inspection
- Risque incendie
- Retour d'expérience

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Défense	Arrêté Préfectoral	/	Demande d'action	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	incendie_Bassin d'eau	du 28/05/2010, article 7.5.3		corrective	
3	Défense incendie_Poteau incendie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2010, article 7.5.3	/	Demande d'action corrective	6 mois
5	Défense incendie_Pomperie	Arrêté Préfectoral du 23/05/2010, article 7.5.3	/	Demande d'action corrective	6 mois
8	Vérifications des MMR passives thermiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54B	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	ATEX	Code de l'environnement, article L.557-4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
10	ATEX	Code de l'environnement, article L.557-30	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
4	Défense incendie_moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3	/	Sans objet
6	Contenu du Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
7	Non conformité n° 1 inspection du 10/06/20225 Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.2.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Incident MSU compression	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69		Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site Storengy à Saint-clair-sur-Epte est exploité avec sérieux.

Néanmoins, la défense incendie du site n'est pas conforme à certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28/05/2010 en raison, notamment, de l'absence de mise en service de la nouvelle pomperie et du raccordement nécessaire de l'ancien réseau au nouveau réseau d'eau. L'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur la viabilité de la solution technique actuellement mise en œuvre à moyen terme et dans l'attente de la fermeture potentielle du site. Par ailleurs, comme sur les autres sites présents en Ile-de-France, l'exploitant a fait évoluer sa stratégie incendie. Si les moyens tels que les lances et émulseurs ont été maintenus, l'exploitant n'est plus formé à leur maniement. Après réception des études lancées sur le sujet sur ses autres sites dans les Yvelines, l'Inspection attend que l'exploitant se positionne sur les moyens d'intervention à conserver.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Prise en compte du REX
Prescription contrôlée : Article 47 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels. Annexe I point 6 de l'arrêté du 26 mai 2014 6. Surveillance des performances Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : L'exploitant a transmis en date du 03/09/2024 la note synthétique de l'évaluation de la politique de prévention des accidents majeurs et de la performance du système de gestion de la sécurité pour le site de Saint-Clair-sur-Epte. Dans cette note, au point 2.1.3. relatif à la prise en compte du retour d'expérience de l'industrie gazière ou d'autres industries, l'exploitant indique avoir identifié l'évènement relatif à l'explosion du 20 septembre 2021 survenue au sein de la station d'interconnexion GRTgaz située à Ars-sur-Formans. L'exploitant indique avoir pris connaissance du rapport du BEA-RI ainsi que des communiqués de GRTgaz sur le sujet. Par ailleurs, l'exploitant indique avoir procédé à l'intégration des éléments présentés par GRT gaz en faisant évoluer sa procédure d'exploitation relative aux opérations de mise hors gaz/remise en gaz des installations sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• Intégration d'information sur l'évolution de la Limite Supérieure d'Inflammabilité

lorsque la pression augmente, ce qui conduit à la préconisation suivante : "Lors des opérations de remise en gaz, la pression dans les installations doit être maîtrisée tant que le 100% gaz n'a pas été atteint"

- Nécessité de disposer d'instrumentation de mesure de pression au plus proche de la vanne utilisée pour la remise en pression pour suivre l'évolution de la montée en pression dans les installations.

Par mail en date du 15/11/2024, l'exploitant transmet la procédure STY-PRO-0129 indice C relative à la décompression, mise hors gaz, remise en gaz et en pression d'un ouvrage gaz datant de février 2021. Au vu de la date de la procédure, cette dernière ne tient pas compte de l'accident susmentionné (septembre 2021). Sur site, l'exploitant indique que la version de la procédure contenant cette modification est toujours en projet afin d'intégrer d'autres modifications. L'exploitant présente en séance une présentation réalisée par Storengy le 15/06/2022 sur cet accident d'Ars-sur-Formans montrant que l'exploitant a réalisé une analyse de cet événement. L'exploitant présente également la version projet de la procédure STY-PRO-0129 indice D intégrant les modifications indiquées dans la note synthétique de l'évaluation de la politique de prévention des accidents majeurs et de la performance du système de gestion de la sécurité pour le site de Saint-Clair-sur-Epte.

Observation n°1 : L'inspection constate que l'exploitant intègre bien le retour d'expériences pour prévenir les risques majeurs sur son site conformément à sa politique de prévention des accidents majeurs.

Néanmoins, le délai de mise en œuvre n'est pas satisfaisant. En effet, trois ans après l'accident d'Ars-sur-Formans, la procédure modifiée du REX est toujours en mode projet et non effective sur le terrain.

Enfin, l'inspection déplore la transmission d'une note d'analyse indiquant une action réalisée qui sur le terrain n'a pas été mise en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Défense incendie - Bassin d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose à minima sur le site de la station centrale de :

- 2 bassins d'eau incendie : 1 bassin de 750 m³ et un autre de 120 m³ implanté à proximité de la zone tertiaire le long du CR15. Ces bassins sont équipés de prises d'eau munies de raccords "pompiers" normalisés. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé;

[...]

Constats :

Lors de la visite de site, l'inspection constate la présence d'un bassin de 750 m³ et d'une réserve d'eau enterrée à l'entrée du site de 120 m³.

Le bassin de 750 m³ présente une ligne niveau afin de s'assurer de la présence effective des 750 m³. Ce niveau d'eau est vérifié, tracé et complété au besoin et *a minima* mensuellement lors de la ronde mensuelle d'exploitation via l'application LorsInspect. L'exploitant présente cette application dans laquelle l'agent de contrôle doit indiquer si le niveau d'eau est correct. L'inspection constate que la dernière fiche de contrôle date du 04/11/2024 et que le niveau d'eau était correct. L'exploitant indique par ailleurs que si un appoint d'eau devait être fait, il serait réalisé en priorité avec les eaux pluviales du bassin prévu à cet effet. En dernier recours, le bassin est complété avec de l'eau potable directement du réseau.

L'exploitant indique enfin que le bassin a été nettoyé entièrement l'année dernière. Des réparations ont été effectuées aux endroits qui présentaient des défauts.
Le bassin de 750 m³ est directement relié à l'ancienne pomperie enterrée à côté de ce dernier.
Lors de la visite du site, l'inspection constate un niveau d'eau légèrement en dessous du trait de niveau indiqué sur le bassin.

La cuve enterrée de 120 m³ à l'entrée du site comporte deux regards et deux raccords pompiers. L'exploitant indique que cette cuve a été remplie et n'a jamais été utilisée. De ce fait, elle est vraisemblablement pleine. Toutefois, il n'est pas en mesure d'apporter d'éléments justifiant de la disponibilité de cette eau. Enfin, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le contrôle des prises raccords pompiers.

Observation n°2 : l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le trait de niveau soit correctement atteint pour le bassin de 750 m³.

Observation n°3 : l'inspection demande à l'exploitant d'apporter des éléments permettant de vérifier la quantité d'eau effective dans la cuve enterrée.

Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 28/05/2010, le bon fonctionnement des prises d'eau n'est pas périodiquement contrôlé. Il convient que ces contrôles soient réalisés sur les prises du bassin et de la cuve enterrée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Défense incendie - Poteau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2010, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des poteaux incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose à minima sur le site de la station centrale de :

- [...]
- Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel comprenant au moins :
 - Une pomperie incendie alimentée par le bassin de 750m³ [...] capable de fournir à chacun des 7 poteaux incendie présents sur le site de la station centrale un débit de 60 m³/h à 6 bars. [...]

Constats :

D'après le plan des réseaux incendie, le site dispose de 2 réseaux :

- un réseau en PEHD DN200 (nouveau réseau mis en place en 2009)
- un réseau en fonte DN 100 (ancien réseau)

Au total, 18 poteaux incendie sont recensés dont 6 sur l'ancien réseau et 12 sur le nouveau.

Les 6 poteaux de l'ancien réseau sont déconnectés et donc non opérationnels. L'exploitant indique que ces derniers ont fait l'objet d'une identification par un marquage spécifique pour éviter toute confusion lors d'une intervention des pompiers (voir image ci-dessous).



Sur le nouveau réseau, 12 poteaux sont opérationnels. L'exploitant indique que le poteau n°2 est condamné car il permet de relier l'ancienne pomperie au nouveau réseau. En effet, la nouvelle pomperie n'a jamais été mise en service en raison de défauts de conception. Storengy n'a d'ailleurs jamais réceptionné cette nouvelle pomperie et a ouvert un litige avec le constructeur. Par conséquent, et pour assurer la défense incendie du site, l'ancienne pomperie a été reliée au nouveau réseau via un raccordement extérieur des deux poteaux incendie n°866 (ancien réseau, à proximité de la pomperie incendie en service) et n°2 (nouveau réseau).



Raccordement du nouveau réseau incendie via un poteau de l'ancien réseau

Suite à la visite du SDIS95 en décembre 2023, le SDIS avait mis en exergue une problématique associée à ce raccordement extérieur. En cas de grand froid, l'eau circulant en permanence dans ce raccordement présente un risque de gel pouvant entraîner d'une part la formation d'un bouchon rendant inopérante la totalité de la DECI et d'autre part la détérioration des engins pompe par le déplacement d'un bloc de glace.

Face à cette problématique, l'exploitant a mis en place une consigne provisoire d'exploitation approuvée le 19/06/2024 et signée par l'ensemble du personnel intervenant sur le site ayant pour objet la purge du flexible aérien reliant les 2 réseaux incendie. Le réseau en PEHD DN 200 n'est donc plus un réseau surpressé car il n'est pas maintenu en eau. La mise en eau s'effectue via une commande située au bâtiment administratif.

L'exploitant indique avoir exploré quelques pistes pour solutionner définitivement le problème :

- 1) Transformer la solution provisoire en solution permanente, si jugée satisfaisante
- 2) Enterrer le raccordement extérieur
- 3) Raccorder directement l'ancienne pomperie au poteau n°2.

Pour la solution n°3, l'exploitant indique qu'il faut au préalable s'assurer que le raccordement souterrain est possible en faisant passer une société de terrassement (coût d'environ 50-60 000 euros). Si au regard des terrassements cette solution est réalisable techniquement, alors des travaux de liaison pourront être réalisés. Dans le cas contraire, seule la solution n°2 sera possible en alternative à la configuration actuelle.

L'exploitant indique que le site de Saint-Clair-sur-Epte étant en exploitation réduite et qu'il est susceptible de cesser ses activités à moyen terme, il n'est pas aisé d'engager des sommes importantes dans des travaux de rénovation si une autre solution technique satisfaisante existe.

L'inspection s'interroge néanmoins sur la pertinence et la pérennité de la consigne temporaire d'exploitation car la défense extérieure contre l'incendie n'est pas opérationnelle en permanence, puisqu'il est nécessaire de remettre en pression le réseau avant son utilisation. A ce sujet, l'exploitant indique, qu'en cas d'incendie, l'intervention des pompiers ne se fait qu'en sa présence. Ainsi, les poteaux ne seront pas utilisés en l'état et l'exploitant, à son arrivée sur le site (s'il n'est pas déjà présent) remettra en eau les poteaux.

L'inspection s'interroge également sur la capacité du raccordement extérieur à fournir à 7 poteaux incendie un débit de 60 m³/h à 6 bars.

L'inspection va solliciter l'avis du SDIS afin de savoir si la solution présentée est techniquement viable et acceptable.

L'inspection demande ensuite à voir le contrôle des poteaux incendie de 2024. L'exploitant indique que le contrôle initialement programmé pour 2024 a été reporté par le prestataire et reprogrammé pour le 2 décembre. L'exploitant fournit à ce sujet le mail attestant de la prestation incendie programmée le 2 décembre envoyé par le facility manager FM Maintnrs à Storengy.

L'inspection demande alors à l'exploitant de fournir le contrôle des poteaux incendie de 2023. Le contrôle des poteaux a été réalisé par la société DESAUTEL en date du 30/10/2023. Le compte rendu de la société indique que les contrôles ont été réalisés unitairement. Le compte rendu fait état du contrôle des poteaux 1, 3, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16. Il est indiqué que le poteau n°2 (objet du raccord sur le réseau ancien) est non alimenté.

La pression est inférieure à 6 bars lors de la mesure en statique sur tous les poteaux. Le débit mesuré pour le poteau n°8 est inférieur à 60m³/h. L'arrêté préfectoral prescrit un débit de 60m³/h à 6 bars pour chacun des 7 poteaux. Le contrôle des poteaux est donc non satisfaisant.

L'exploitant indique avoir identifié une perte de pression dans le réseau lié à un défaut sur la soupape de l'ancienne pomperie qui limite le débit à 5 bars au lieu de 8 bars. Cette dernière a fait l'objet d'un remplacement en date du 06/06/2024. L'exploitant a présenté l'autorisation de travail délivrée en date du 06/06/2024 pour l'intervention sur la soupape.

Concernant le contrôle des poteaux incendie prévu le 2 décembre, l'exploitant indique avoir demandé :

- un contrôle de pression en statique
- un contrôle de pression en dynamique
- un contrôle simultané sur deux poteaux incendie

Enfin, suite à la visite du SDIS en décembre 2023, il avait été recommandé de peindre les poteaux en jaune s'agissant d'un réseau surpressé, et de renuméroter les poteaux incendie conformément à la base de données du SDIS pour éviter toute confusion ou quiproquo avec les différentes entités du SDIS lors du suivi périodique ou en cas d'intervention. Pour ces sujets, l'exploitant indique ne pas avoir engagé de travaux de peinture car il envisage de suivre les recommandations du SDIS78 (en charge du suivi des sites de St Illiers et de Beynes) et que suite à l'application de sa consigne provisoire pour la purge du flexible de raccordement, le réseau d'eau n'est plus en suppression en permanence. La recommandation du SDIS78 est l'apposition d'une plaque sur le poteau indiquant le débit sortant. Pour la numérotation, l'exploitant indique être en attente des numéros du SDIS.

Observation n°4 : L'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur la viabilité de la solution technique actuellement mise en œuvre à moyen terme et dans l'attente de l'arrêt définitif d'exploitation potentiel du site.

Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 28/05/2010, les poteaux incendie ne sont pas tous en mesure de délivrer 60m³/h à 6 bars.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Défense incendie_moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose à minima sur le site de la station centrale de : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • des réserves de liquides émulseurs adaptés aux produits présents sur le site et les lances adaptées à la mise en œuvre de tels produits; • [...] • 2 lances à incendie et une queue de paon
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection constate la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un camion d'intervention dans lequel est présent une réserve d'émulseurs pleine, des lances à incendie et une queue de paon. Le camion est stationné en face du bâtiment administratif à l'entrée du site. L'exploitant indique que le camion fait l'objet d'une révision annuelle. - des réserves d'émulseurs ECOPOL (émulseurs synthétique polyvalent sans fluor) à raison de 5 bidons de 20 litres stockés sur bac de rétention dans le bâtiment en face du bâtiment administratif <p>L'exploitant indique par ailleurs que depuis la mise en exploitation réduite, le seul liquide inflammable présent sur le site est le gazole stocké en cuve enterrée.</p> <p>L'exploitant indique enfin que, depuis 2016, Storengy a modifié sa politique incendie. La procédure STY-POL-0031 indice A indique que le personnel Storengy est autorisé à intervenir uniquement sur des départs d'incendie ou des feux de petite ampleur (type feu de poubelle). Les feux de grande ampleur sont gérés dorénavant par les pompiers.</p> <p>L'exploitant indique que le personnel Storengy n'est donc plus formé à l'utilisation des moyens précités, uniquement à l'utilisation des extincteurs. Cette politique incendie est une politique nationale.</p> <p>Le site de Beynes (site de stockage de gaz souterrain en exploitation normale) fait l'objet d'une mise en demeure relative aux moyens d'intervention (camions, émulseurs, pompes etc...) prévus par l'arrêté préfectoral dont le site ne dispose plus ou pour lesquels le personnel n'est plus formé à leur usage suite au changement de la politique incendie. Pour répondre à cette mise en demeure, l'exploitant a demandé une étude au CNPP afin de déterminer ce qui est acceptable ou non en termes de moyens d'intervention dont le site de Beynes doit disposer. La livraison de cette étude est prévue pour le premier semestre 2025. Une démarche similaire est en place sur le site de Saint-Illiers où les constats sont identiques. Ces deux sites et celui de Saint-Clair- sur-Epte étant similaires, les conclusions de l'étude pourront être transposées au site de Saint-Clair sur Epte.</p> <p>Ainsi, en fonction des conclusions de l'étude, l'inspection attend un positionnement de l'exploitant quant aux moyens d'intervention nécessaires sur le site de Saint Clair sur Epte.</p> <p>Si les conclusions amènent l'exploitant à conserver les moyens d'intervention précités (camions, lances, émulseurs etc), la formation des agents du site à l'utilisation de ses moyens reste nécessaire.</p> <p>Dans le cas contraire, l'exploitant devra porter à la connaissance de l'inspection des installations classées toute modification des moyens d'intervention à disposition sur le site (suppression du camion, émulseurs, lances etc).</p> <p>Non-conformité n°3 : L'évolution de la stratégie en matière de défense incendie du site n'a pas été portée à la connaissance de l'administration contrairement au R. 181-46 du code de</p>

<p>l'environnement.</p> <p>Observation n°5 : L'inspection demande à l'exploitant un positionnement sur les moyens d'intervention à conserver sur le site de Saint-Clair-Sur-Epte dès réception de l'étude du CNPP prévue au premier semestre 2025.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il dispose de la faculté de demander une modification de ses prescriptions en matière de ressource en eau en cas d'incendie au regard des enjeux du site et de son évolution.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Défense incendie_Pomperie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2010, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection de la pomperie des flux thermiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une pomperie incendie alimentée par le bassin de 750 m³ comportant au minimum 2 groupes de pompage (l'un en secours de l'autre, utilisant des énergies différentes) [...]. Les 2 groupes de pompage sont efficacement protégés des flux thermiques en cas d'incendie. Les pomperies sont mises en route automatiquement dès l'atteinte du seuil de pression bas sur le réseau d'incendie et doivent pouvoir être démarrées manuellement au niveau de la station de pompage.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site et comme indiqué au point de contrôle n°3, le nouveau réseau incendie en PEHD DN 200 fonctionne sur l'ancienne pomperie. L'ancienne pomperie est placée dans une fosse fermée à côté du bassin de 750m³. Deux pompes électriques sont présentes et immergées. Néanmoins, l'une des deux pompes est alimentée par un groupe électrogène fonctionnant au fioul. Cette pompe est utilisée en secours de la première. L'inspection constate sur site que le groupe électrogène se trouve dans un bâtiment à proximité de la pomperie et que le réservoir alimentant directement le groupe est plein.</p> <p>Les deux groupes de pompage sont donc bien alimentés par des énergies différentes.</p> <p>Pour des raisons techniques (lutte contre le gel), le réseau incendie n'est donc pas maintenu en eau (cf. point de contrôle n°3). Les pompes sont mises en route automatiquement depuis le bâtiment administratif ou manuellement au niveau de la station au besoin. La consigne de mise en route automatique dès l'atteinte du seuil de pression bas sur le réseau incendie n'est donc pas effective.</p> <p>Non-conformité n°4 : En raison du problème technique lié au raccordement de l'ancienne pomperie, l'exploitant n'est pas en mesure de respecter la prescription de l'article 7.5.3 de son arrêté préfectoral.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à s'interroger sur la viabilité de la solution technique actuellement mise en œuvre à moyen termes et dans l'attente de la fermeture potentielle du site.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il dispose de la faculté de demander une modification de ses prescriptions en matière de ressource en eau en cas d'incendie au regard des enjeux du site et de son évolution.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Contenu du Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; [...] i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats : Le dernier plan d'opération interne (POI) date de novembre 2021. L'inspection constate que : - les moyens d'intervention et équipements disponibles sur le site pour la défense incendie ne sont pas décrits - aucune disposition permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ne figure au POI L'exploitant indique que la mise à jour du POI est prévu au 1 ^{er} semestre 2025 et que l'intégration de ces éléments est prévue. Observation n°6 : l'inspection demande à ce que l'exploitant transmette la mise à jour de son POI au premier semestre 2025 intégrant les éléments manquants identifiés dans ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Non conformité n° 1 inspection du 10/06/2022 Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son

rapport.

L'exploitant conserve la trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Non-conformité n°1 10/06/2022 : contrairement aux dispositions de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2010, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon entretien de ses installations électriques. L'exploitant doit procéder à la régularisation de la situation et assurer la traçabilité des actions correctives qui sont mises en œuvre.

Constats :

L'exploitant transmet le dernier rapport du contrôle des installations électriques en date du 22/04/2024 référencé 134200269-001-1. Le rapport relève 17 nouvelles non-conformités et comprend 3 non-conformités récurrentes qui sont :

1. une dans l'ancien TGHT (poussières dans les cellules HT dans une installation qui n'est plus utilisée mais toujours alimentée),
2. deux dans la zone process (isolement insuffisant sur plusieurs chargeurs-redresseurs et fixation non satisfaisante de câbles temporaires).

Les inspecteurs consultent le tableau de suivi des vérifications électriques tenues par l'exploitant et constatent que :

- une intervention ENEDIS est prévue pour la non-conformité électrique du 1.
- les non-conformités récurrentes du 2. ont été soldées.
- toutes les non-conformités ouvertes présente une gravité de 3 (niveau le plus faible, 1 étant le niveau le plus élevé).

S'agissant des non-conformités récurrentes du rapport de vérifications électriques de 2023 examinées dans le cadre de la précédente inspection :

- les non-conformités n°16 et 18 ont été soldées,
- pour la non-conformité n°19 (étiquetage des armoires), une mesure compensatoire a été établie : l'accès à l'ancien bâtiment administratif en zone process est condamné pour garantir la sécurité des travailleurs.

Enfin, sur le rapport de vérification des installations électriques en date du 22/04/2024, la nouvelle non-conformité 5 porte sur la présence d'huile venant d'un coffret électrique implanté dans le bâtiment électrocompresseur n°1. Lors de la visite des installations, les inspecteurs n'ont pas constaté de présence d'huile à cet emplacement, l'exploitant indique qu'un correctif a été apporté dans l'armoire électrique concernée.

→ Au regard de ces éléments, l'Inspection constate que le suivi des vérifications électriques avec les actions de remise en conformité est satisfaisant. Ceci permet de solder la non-conformité n°1 de l'inspection du 10/06/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vérifications des MMR passives thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54B

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle externe (approfondi) des MMR passives thermiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

B.- L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

L'exploitant transmet le rapport de contrôle et de remise en état en date du 11/09/2024 des MMR thermiques réalisé par une société externe, ainsi que l'autorisation de travail associée du 02/09/2024. Le rapport conclut que les protections thermiques sont en bon état, que le remplacement de quelques feuillards et visseries est à prévoir et que l'étanchéité est à revoir sur la totalité. Cependant ces conclusions ne semblent pas s'appuyer sur des éléments du compte rendu qui n'identifie pas de point non satisfaisant.

L'exploitant indique avoir identifié cette incohérence et s'est retourné auprès de son prestataire. Celui-ci a effectué des modifications dans les conclusions du rapport et a indiqué qu'il s'agissait d'une coquille, les conclusions générales étaient issues du rapport de contrôle de 2022. Les inspecteurs relèvent toutefois que le verbatim des conclusions du rapport de contrôle de 2022 (rapport du 26/10/2022) est différent par rapport à celui de la version initiale du rapport de contrôle du 11/09/2024.

Observation 7 : L'exploitant clarifiera les conclusions du rapport de contrôle du 11/09/2024 des MMR thermiques effectué par une société externe spécialisée pour s'assurer de la conformité de ces équipements. Le cas échéant, il apportera les correctifs nécessaires.

Les inspecteurs relèvent que le rapport de contrôle du 11/09/2024 ne porte que sur des MMR thermiques de nature encoffrement souple. Or, la liste des MMR du site, consultée lors de l'inspection (document LST-0031-RevD de février 2023), indique la présence de MMR thermique de type matelas souples (voir emplacement en annexe confidentielle). Cependant, d'après les photographies du rapport de contrôle du 11/09/2024 sur les équipements concernés, les protections seraient plutôt de type encoffrement souple.

Observation 8 : L'exploitant s'assurera de l'exactitude de sa liste des MMR (liste LST-0031-RevD de février 2023) et procédera, le cas échéant à des modifications de celle-ci.

→ Dans l'attente de la prise en compte des deux observations formulées ci-dessus la non-conformité n°15122023_3 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : ATEX

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.557-4

Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence des produits en zone ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L557-4</p> <p>Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.</p> <p>Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.</p> <p>Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.</p> <p>Article L557-30</p> <p>L'exploitant d'un produit ou d'un équipement mentionné à l'article L. 557-28 détient et met à jour un dossier comportant les éléments relatifs à sa fabrication et à son exploitation.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique que ces points sont en cours de traitement pour une intervention semaine 47 et qu'il a rencontré des difficultés pour la planification de cette intervention en raison du peu de disponibilité du prestataire.</p> <p>→ Dans l'attente, la non-conformité est maintenue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : ATEX

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.557-30
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des produits en zone ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Article L557-30</p> <p>L'exploitant d'un produit ou d'un équipement mentionné à l'article L. 557-28 détient et met à jour</p>

un dossier comportant les éléments relatifs à sa fabrication et à son exploitation.

Article L557-29

L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.

Constats :

L'exploitant indique que ces points sont en cours de traitement pour une intervention semaine 47 et qu'il a rencontré des difficultés pour la planification de cette intervention en raison du peu de disponibilité du prestataire.

.
→ Dans l'attente, la non-conformité est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Incident MSU compression

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, analyse de l'évènement

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

RÈGLEMENT (UE) 2024/1787 du 13 juin 2024 concernant la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie et modifiant le règlement (UE) 2019/942

Article 16 - Déclaration des événements d'éventage et de torchage

Les exploitants notifient aux autorités compétentes les événements d'éventage et de torchage:

- a) causés par une urgence ou un dysfonctionnement; ou
- b) d'une durée totale de 8 heures ou plus sur une période de 24 heures à partir d'un événement unique.

La notification visée au premier alinéa est effectuée sans tarder après l'événement et, au plus tard, dans les 48 heures à compter du début de l'événement ou du moment où l'exploitant en a eu connaissance, conformément aux éléments énoncés à l'annexe III.

Par dérogation au premier alinéa, le torchage contrôlé ayant lieu pendant les arrêts est déclaré dans le rapport annuel.

2. Les exploitants soumettent aux autorités compétentes des rapports annuels sur tous les événements d'éventage et de torchage visés au paragraphe 1 du présent article et à l'article 15, conformément aux éléments énoncés à l'annexe III et dans le cadre du rapport pertinent visé à l'article 12.

Constats :

Le rapport annuel d'exploitation du site en date du 30/06/2024 reporte les différents événements constatés au cours de la période considérée. L'Inspection note qu'un accident matériel de perte réelle haute a été observé, concernant une mise en sécurité ultime de l'atelier compression suite à un défaut sur les redresseurs.

L'Inspection a consulté la fiche de cet événement : n°ACC-23-00556 ouverte le 23/07/2023, classée accident à perte haute sur l'environnement.

Faits recueillis :

2 déclenchements successifs de la MSU compression (remontés par l'astreinte pour chacun) avec rejet de méthane à l'atmosphère.

- Déclenchement n°1 de la MSU compression le 23/07/2023 en lien avec deux redresseurs en défaut qui alimentent l'armoire sécurité APS2 PSD provoquant la perte d'alimentation électrique de celle-ci (voir annexe confidentielle). L'événement a occasionné une perte de 5980 m³ de méthane à l'atmosphère (soit 4,78 t). Remplacement des redresseurs et acquittement des alarmes.
- Déclenchement n°2 de la MSU compression le 27/07/2023 suite à une perte électrique sur l'armoire sécurité APS2 PSD. Cependant les mesures de tension en sortie du chargeur montrent que celle-ci est normale. L'événement a occasionné une perte de 2250 m³ de méthane à l'atmosphère (soit 1,8 t), en effet, le compresseur n'avait pas été remis en gaz dans l'attente d'une investigation plus poussée.

Cet événement a fait l'objet d'une analyse approfondie (consultée par l'Inspection) pour identifier les causes profondes de ces événements. Plusieurs éléments sont à noter :

- la MSU compression se déclenche sur défaut tension très basse de l'armoire de sécurité APS2 PSD (barrière de sécurité conçue comme à sécurité positive).
- le défaut tension très basse peut s'enclencher pour plusieurs raisons, en particulier lorsque 2 redresseurs sont en défaut, même si la tension est en fait normal.
- les redresseurs utilisés sont vieillissants et présentent des défauts intempestifs.

Plusieurs actions correctives sont définies notamment :

1. remplacement préventif de tous les redresseurs,
2. demande de devis pour modification de la technologie utilisée pour l'onduleur/redresseur
3. ajout de conditions pour le déclenchement de la MSU pour s'assurer que celle-ci ne s'enclenche que en cas de manque réel de tension;
4. faire remonter le défaut intermédiaire KA0501 au centre d'exploitation (CSR) pour préalerte de l'exploitant.
5. investigations de l'ensemble des causes possibles de défauts intermédiaires comme la perte d'un seul redresseur (défaut intermédiaire KA0501)

A ce jour, seule l'action 3 est indiquée comme étant réalisée. S'agissant des actions 2 à 5, les deux agents pilotes sont un agent du site et un agent des service support de Storengy (ingénieur support maintenance) afin de prendre en compte ce retour d'expérience au niveau national.

L'Inspection constate que Storengy a correctement mis en œuvre sa procédure de traitement des dysfonctionnements et suivi des actions d'amélioration (STY-PRO-003) avec notamment la classification en classe haute de l'événement et la réalisation d'une analyse approfondie. L'Inspection note toutefois que la plupart des actions correctives définies il y a plus d'une année au jour de l'inspection ne sont pas mises en œuvre.

Observation 9 : Dans le cadre du prochain rapport annuel d'exploitation, Storengy précisera, son avancée dans la mise en œuvre du plan d'action de l'événement n°ACC-23-00556 et la prise en compte, au niveau national de cet événement.

L'Inspection note qu'au cours des 2 déclenchements de la MSU, un total de 6,58 t de méthane ont été rejetées, soit sous la valeur de 5% du seuil seveso de la rubrique ICPE 4718 (correspondant à 10 t).

L'Inspection n'a été informée de cet événement que dans le cadre du rapport annuel d'exploitation. Comme discuté dans le cadre de la réunion annuelle d'exploitation du 09/09/2024 (voir CR du 17/09/2024) et en lien avec l'article 16 du règlement (UE) 2024/1787 du 13 juin 2024 concernant la réduction des émissions de méthane dans le secteur de l'énergie, la DRIEAT souhaite être informée dans les situations suivantes :

- Evènement d'éventage ou de torchage causé par une urgence ou un dysfonctionnement (article 16 du règlement méthane),
- Evènement d'éventage ou de torchage d'une durée totale de 8h ou plus sur une période de 24h à partir d'un événement unique (article 16 du règlement méthane),
- A partir d'un rejet correspondant dépassant 1% du seuil Seveso haut (définissant les accidents pour le critère quantité de matières dangereuses de l'échelle du BARPI).

L'événement étudié est survenu avant la réunion d'exploitation du 09/09/2024 et du règlement méthane, l'absence de notification rapide de l'Inspection de cet événement est donc acceptable.

Type de suites proposées : Sans suites

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

Information sensible ⁽¹⁾

Secret industriel

Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Vérifications des MMR passives thermiques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54B
Information confidentielle : D'après la liste LST-0031-RevD de février 2023, les canalisations aériennes en entrée et sortie de filtres aspiration sont de type matelas souples.

Nom du point de contrôle : Incident MSU compression
Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-69
Information confidentielle : L'armoire sécurité APS2 PSD est commune au 3 électrocompresseurs, en effet, la MSU est commune aux trois équipements. Une MSU provoque donc le rejet du gaz contenu dans les 3 équipements.